



**AERA**  
**PROJET BOUXWILLER (67)**

---

**Dossier de demande d'Enregistrement  
au titre des ICPE**

**Conformité 1510**

**Version 0 – 25/08/2023**

---

*Dossier réalisé avec le concours de :*



PONT Grégory  
06 21 66 59 53  
gregory.pont@preventic-environnement.fr

## JUSTIFICATIF DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SITE

Les justifications du respect des prescriptions applicables à l'installation sont présentées de la façon suivante :

- Justifications des prescriptions réglementaires pour les articles spécifiques rubrique 1510 selon l'Arrêté du 11 avril 2017

Les tableaux suivants reprennent en première colonne le paragraphe de l'arrêté ainsi que son contenu, de façon globale pour toutes les rubriques ou spécifiquement à chacune. La justification du paragraphe est faite en troisième colonne.

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|---|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article   |  |
| Annexe 2 prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à la rubrique 1510  |   |  |
| 1- Dispositions générales  |   |  |
| 1.1  | <b>Conformité de l'installation</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.  | Le site sera implanté, réalisé et exploité conformément aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement.   |
| 1.2  | <b>Contenu du dossier</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :<br>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;<br>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;<br>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;<br>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;<br>- les différents documents prévus par le présent arrêté.<br><br>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.<br><br>« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » | L'exploitant établira un dossier comportant l'ensemble des pièces demandées dans l'article 1.2<br><br>Il sera tenu à disposition de l'inspection des Installations Classées.   |
| 1.2.1  | <b>Informations minimales contenues dans les études de dangers</b><br><br>« Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne. »   | Le site sera à Enregistrement sous la rubrique 1510.   |
| 1.3  | <b>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</b><br>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.   | Les prescriptions de l'article 1.3 seront respectées lors de l'exploitation du site objet du présent dossier d'Enregistrement.<br><br>Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité. |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|--|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article  |  |
| 1.4  | <p><b>1.4. Etat des matières stockées</b></p> <p>« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</p> | <p>Les prescriptions de l'article 1.4 seront respectées lors de l'exploitation du site objet du présent dossier d'Enregistrement.</p> <p>L'exploitant tiendra un état des matières stockées sur site.</p> <p>Un dispositif sera mis en place pour mettre à disposition les documents de manière accessible et à disposition du préfet.</p> <p>L'exploitant mettra à jour l'état de matières stockées à minima de manière hebdomadaire.</p> <p>Le site sera à Enregistrement.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|---|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |  |
| 1.5   | <p><b>Dispositions en cas d'incendie</b></p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>« En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant. »</p>  | La société AERA, s'engage à respecter les prescriptions de l'article 1.5 lors de l'exploitation du site objet du présent dossier d'Enregistrement.   |
| 1.6   | <b>Eau</b>  |  |
| 1.6.1   | <p>Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> | <p>Un plan est disponible dans la présente demande d'enregistrement : il présente les réseaux comportant différents ouvrages cités par l'article 1.6.1.</p> <p>Le réseau d'eau potable sera équipé d'un disconnecteur.</p>   |
| 1.6.2   | <p>Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>  | <p>Les réseaux de collectes seront réalisés conformément à l'article 1.6.2.</p> <p>Pour l'existant : les eaux pluviales (parkings + voiries + toitures) sont collectées et passent par un DSH puis sont rejetées dans le réseau communal.</p> <p>Pour l'extension : les eaux pluviales (parking + voirie+ toitures) passent par un bassin tampon avant rejet dans un bassin d'infiltration qui sera planté pour réaliser de la phytoremédiation.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| 1.6.3   | <p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>  | <p>Les eaux usées sanitaires seront envoyées dans le réseau d'assainissement communal.</p>  |
| 1.6.4   | <p>Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> | <p>Le plan réglementaire disponible dans le présent dossier présente les réseaux et rétentions des eaux pluviales.</p> <p>Le nouveau bassin des eaux pluviales est dimensionné (voir dans les annexes de la conformité).</p> <p>Le débourbeur séparateur à hydrocarbures (DSH) existant est dimensionné de façon à respecter le rejet de 5 L/s dans le réseau communal.</p> <p>Une autorisation de rejet est en cours de demande pour la partie existante du site (ayant faire l'objet d'une autorisation préalable avec obligation de rejet à 5L/s maximum dans le réseau communal).</p> |
| 1.6.5   | <p>Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>   | <p>Le plan réglementaire disponible dans le présent dossier présente les réseaux. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>   |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|--|--|---|
| N° articles  | Intitulé de l'article  |   |
| 1.7  | Déchets  |   |
| 1.7.1  | <p>Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> | <p>La société AERA, prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne gestion de ces déchets.</p> <p>L'activité de l'établissement est à l'origine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de déchets induits par la logistique ;</li> <li>- de déchets liés à l'activité humaine.</li> </ul> <p>La société AERA a mis en place une zone dédiée au tri des déchets sur son site.</p> <p>La société AERA, a mis à disposition une poubelle pour les cartons et papiers et une poubelle pour les films plastiques. Les déchets d'emballages valorisables collectés sur site sont réacheminés et traités par un récupérateur agréé. Le site, ne génère, par ailleurs, pas de déchets industriels spéciaux. Le tri 5 flux sera mis en place sur le site.</p> |
| 1.7.2  | <p>Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>   | <p>Les déchets de la société AERA seront stockés conformément à l'article 1.7.2.</p>  |
| 1.7.3  | <p>Gestion des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>   | <p>L'article 1.7.3 sera respecté.</p> <p>Un système de suivi de la gestion des déchets sera mis en place. Aucun brûlage à l'air libre ne sera réalisé.</p>  |
| 1.8  | <b>Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</b>  | Sans objet le site n'est pas soumis à déclaration au titre de la 1510.  |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|---|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article   |  |
| <b>2-</b>  | <b>Règles d'implantation</b>  |  |
|  | <p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <p>« - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p> <p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site.</p> <p>« III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de <a href="#">l'arrêté du 3 octobre 2010</a>, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de <a href="#">l'arrêté du 3 octobre 2010</a>. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>« Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>« A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »</p> | <p>Les modélisations Flumilog sont présentées en annexe du présent dossier</p> <p>Un plan de masse de l'installation avec le détail des stockages est disponible en annexe du dossier.</p> <p>Les modélisations flumilog ont été réalisées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modélisations sous les palettes types 1510.</li> <li>- Prise en compte d'un stockage en racks pour les deux cellules.</li> </ul> <p>Les flux 3kW sortent uniquement des limites de propriété au niveau de la façade Est de la cellule 1 (cellule existante) de 7m en dehors de la limite de propriété tout en étant conforme à la réglementation.</p> <p>Pas de logement sur le site.</p> |



| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| <b>3- Accessibilité</b>   |  |   |
|   | « En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours. »  | Non concerné  |
| 3.1   | <p><b>Accessibilité au site</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. »</p>   | <p>Les accès permettant l'intervention des services incendie et secours sont représentés sur le plan masse en annexe* ;</p> <p>Le plan réglementaire en annexe reprend l'emplacement des places de parking afin de justifier que les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationneront sans occasionner de gênes pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'accès du site est garanti pour les services d'incendie et de secours via des portails ouverts pendant les périodes d'ouvertures, est manœuvrable en dehors des périodes de fermeture.</p> |
| 3.2   | <p><b>Voie " engins "</b></p> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p> | <p>La voie engin permettra de faire le tour complet du site (pas d'impasse) et répond aux caractéristiques du présent article 3.2.</p> <p>La largeur utile de la voie sera de 6 mètres, la hauteur libre d'au minimum 4,5 mètres et la pente sera inférieure à 15 %.</p> <p>La construction sera réalisée afin de garantir l'effondrement des murs vers l'intérieur des cellules et ainsi garantir la non-obstruction de la voie pompier.</p> <p>La portance des différentes voies et aires est indiqué sur le plan réglementaire.</p>  |



| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|---|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |   |
| 3.3.  | Aire de stationnement   |   |
| 3.3.1   | <p>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;</li> <li>- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li> </ul> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;</li> <li>- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul> | <p>Le plan réglementaire ICPE du dossier permet de visualiser les zones de mise en station des moyens aériens, ainsi que les dispositions qui seront conformes à l'article 3.3.1.</p> <p>3 aires de mise en station des moyens aériens sont prévues.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens respecteront une largeur de 7 mètres et une longueur de 10 mètres.</p> <p>Le bâtiment sera conforme aux prescriptions du présent article.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| 3.3.2   | <p>Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul> | <p>Le plan réglementaire en annexe du présent dossier permet de visualiser les aires de stationnement ainsi que leurs caractéristiques constructives.</p> <p>Les dispositions seront conformes au présent article 3.3.2.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte une largeur de 4 mètres et une longueur de 8 mètres.</p> |
| 3.4   | <p><b>Accès aux issues et quais de déchargement</b></p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. « Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. » Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>   | <p>Le plan réglementaire en annexe du présent dossier permet de visualiser l'accès aux issues du bâtiment ou de l'installation par un chemin stabilisé de 1,80 à partir des voies « engins » ou « échelle ».</p> <p>Les issues sont proches des murs séparatifs coupe-feu.</p>  |
| 3.5   | <p><b>Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</li> </ul>   | <p>La société AERA tiendra à disposition des services d'incendie et de secours l'ensemble des plans et consignes exigées dans l'article 3.5</p>   |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| <b>4-</b>   | <b>Dispositions constructives</b>  |   |
|   | <p>« Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>« L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>« L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis.<br/> Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. »</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li> </ul> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours et murs coupe-feu, sont enclouonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> | <p>Le plan réglementaire en annexe du présent dossier permet de visualiser l'installation ainsi que les murs coupe-feu.</p> <p>Les murs seront REI 120 entre la cellule et les bureaux et locaux techniques (local de charge, le local sprinklage et local pompe PI). Les façades des quais seront en panneaux sandwich laine de roche, A2S1D0. Les autres façades sont REI120.</p> <p>La structure sera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poteaux béton 120 minutes,</li> <li>- Poutres béton 60 minutes,</li> <li>- Pannes béton 30 minutes.</li> </ul> <p>Les éléments de support de la toiture seront réalisés en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>Les isolants thermiques utilisés en couverture seront de classe A2 s1 d0</p> <p>Les portes coupe-feu inter-cellules seront asservies sur fusibles.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfera à la classe BROOF (t3) : avec isolants A2 s1 d0.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisferont à la classe d0 (type polycarbonate)</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
|   | <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>« A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>« Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>«En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe. »</p>   | <p>Hauteur de la construction : pour l'existant niveau faitage + 7,20, pour l'extension niveau faitage +11,20 m</p> <p>Les locaux sociaux (sanitaires / vestiaires) seront séparés des cellules par des murs coupe-feu 2 heures.</p> <p>Les justificatifs de ses différents points seront intégrés au dossier prévu à l'article 1.2.</p>   |
| <b>5- Désenfumage</b>   |  |  |
|   | <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre « sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieur ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton,</p> | <p>Le plan nommé « Plan cantonnements » permet de visualiser les cantonnements.</p> <p>Les cellules de stockage seront divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m².</p> <p>Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement conformes à l'instruction technique n°246.</p> <p>L'instruction technique n°246 précise que lorsque le bâtiment a une hauteur supérieure à 8 m, la hauteur de cantonnement est de 2 m.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Ils seront à déclenchement automatique (par thermofusible) et à commandes manuelles pneumatiques installées en 2 points opposés de la cellule.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs sera assuré par des exutoires de fumées, marqués CE conformes à la norme NF EN 12101-2 et conforme à la directive machine. Ces exutoires sont visualisables sur le plan nommé « Désenfumage – cantons ».</p> |

|  |   |  |
|--|---|--|
|  | <p>cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> | <p>Leur surface utile ne sera pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage :</p> <p>Plus grand canton de la <b>cellule existante</b> (canton 12) : <math>1287 \text{ m}^2 \times 2\% = 25,74 \text{ m}^2</math><br/> 7 exutoires de surface utile <math>+^2</math> unitaire = <math>30,24 \text{ m}^2</math></p> <p>Plus grand canton de la <b>cellule projet 1</b> (cantons 1/2) : <math>1193 \text{ m}^2 \times 2\% = 23,86 \text{ m}^2</math><br/> 6 exutoires de surface utile <math>4,32 \text{ m}^2</math> unitaire = <math>25,92 \text{ m}^2</math></p> <p>Plus grand canton de la <b>cellule projet 2</b> (cantons 4/5) : <math>1193 \text{ m}^2 \times 2\% = 23,86 \text{ m}^2</math><br/> 6 exutoires de surface utile <math>4,32 \text{ m}^2</math> unitaire = <math>25,92 \text{ m}^2</math></p> <p>La surface utile est bien supérieure à 2% de la surface de chaque canton.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC seront installées au minimum en deux points opposés de chaque cellule et placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockages.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présenteront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture)</li> <li>-fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité)</li> <li>-classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 voir SL 500 ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>-classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul> <p>L'amenée d'air frais sera réalisée par l'ouverture des portes sectionnelles devant les quais de déchargement et par toute autre porte présente sur le site.</p> <p><b>Cellule existante</b><br/> La cellule dispose de 2 portes de quais de 3 m x 3,37 m et 1 porte sectionnelle de 4m x 4,50 m soit un total de <math>38 \text{ m}^2</math> de superficie permettant l'amenée d'air frais pour le plus grand canton des cellules comprenant <math>25,74 \text{ m}^2</math> d'exutoires.</p> <p><b>Cellule projet 1 :</b><br/> La cellule dispose de 2 portes de quais de 3 m x 3,37 m et 1 porte sectionnelle de 4m x 4,50 m soit un total de <math>38 \text{ m}^2</math> de superficie permettant l'amenée d'air frais pour le plus grand canton des cellules comprenant <math>23,86 \text{ m}^2</math> d'exutoires.</p> <p><b>Cellule projet 2</b><br/> La cellule dispose de 2 portes de quais de 3 m x 3,37 m et 1 porte sectionnelle de 4m x 4,50 m soit un total de <math>38 \text{ m}^2</math> de superficie permettant l'amenée d'air frais pour le plus grand canton des cellules comprenant <math>23,86 \text{ m}^2</math> d'exutoires.</p> <p>Les plans en annexe permettent de localiser les portes des quais de déchargement ainsi que les cantons de désenfumage.</p> |
|--|---|--|

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|---|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |  |
| 5.1   | <p>Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie »</p> <p>« Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>« Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</p> <p>« Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>« En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>« Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>« Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.</p> <p>« Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>« Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>« Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2021. »</p> | <p>Les locaux techniques (locaux de charge) seront conformes au présent article.</p> <p>La cellule existante possède une zone de charge.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| <b>6-</b>   | <b>Compartimentage</b>   |   |
|   | <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m<sup>3</sup>, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</li> <li>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »</li> </ul> <p>« - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</li> </ul> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</li> </ul> | <p>Les cellules nouvelles cellules seront séparées par un mur REI 120. De plus, des portes coupe-feu de 2 heures seront situées entre les 2 cellules, entre les cellules et les bureaux et locaux techniques.</p> <p>Les portes battantes satisferont d'une classe de durabilité C2</p> <p>Pour les 2 nouvelles cellules, les parois extérieures seront coupe-feu 2h (panneaux sandwichs laine de roche posé sur poteaux béton REI120) pour les façades du bâtiment hormis celles donnant vers les quais (façades des quais). La cellule existante bénéficiera d'un traitement coupe-feu 1h pour les façade Nord et Ouest. La façade Sud est en bardage double enveloppe et la façade Est fait office de séparation coupe-feu 2h avec la production.</p> <p>Une bande de protection de 5m de large de part et d'autre des parois séparatives entre cellules de stockage est prévu. Cette bande sera en matériaux A2 s1 d1.</p> <p>La paroi séparative dépassera d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement entre les cellules 1 et 2 (cellules en projet).</p> |



| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|---|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |  |
| <b>7-</b>   | <b>Dimension des cellules</b>   |  |
|   | <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</li> <li>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</li> </ol> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle <a href="#">des articles 3 à 5 de l'arrêté</a>.</p> | <p>Le site comporte 1 cellule de 2 145 m<sup>2</sup>. Il prévoit la construction de 2 nouvelles cellules de 2 982m<sup>2</sup> chacune.</p> <p>Le site ne disposera pas de système d'extinction automatique</p> <p>La hauteur de la cellule existante est de 7,80 m et celle des nouvelles cellules est de 11,20 m au faitage.</p> <p>La construction permettra d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>La société AERA s'engage, avant la mise en exploitation à intégrer l'étude selon les conditions prévues à l'article 1.2.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation                                |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| <b>8- Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</b>  |  |   |
|   | <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>  | Il n'y aura pas de produits dangereux sur le site.                                |
| <b>9- Condition de stockage</b>   |  |   |
|   | <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>« En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <p>« - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</p> <p>« - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</p> | Le stockage sera réalisé en racks ou masse et sera conforme au présent article 9. |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
|   | <p>« - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;<br/> « - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins <a href="#">des rubriques 2662</a> ou <a href="#">2663</a>, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>« Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>« Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. »</p> |  |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
| <b>10- Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol et des eaux</b>  |  |  |
|   | <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br/> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br/> 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés <a href="#">par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748</a>, ou <a href="#">4510</a> ou <a href="#">4511</a> pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.<br/> « Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets. »</p> | Aucun stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, ne sera réalisé dans les cellules.   |
| <b>11- Eaux d'extinction incendie</b>   |  |  |
|   | <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>   | <p><u>Le document technique D9A - Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux en cas d'extinction incendie.</u></p> <p>Le calcul du débit requis ainsi que du volume total de liquide à mettre en rétention est calculé en pièce jointe.</p> <p>3 calculs ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 pour le site existant possédant son bassin de rétention,</li> <li>- 1 pour la zone production (existant et futur) (calcul non majorant),</li> <li>- 1 pour une cellule logistique : calcul majorant.</li> </ul> <p>Le volume d'eau d'extinction à retenir est de : 752 m<sup>3</sup> (nouvelle cellule)</p> <p>Le volume d'eau d'extinction à retenir est de : 410 m<sup>3</sup> (cellule existante)</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|---|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |   |
|   | <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>« Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).</p> <p>En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020 ). »</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> | <p>La rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie se fera comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Production et nouvelle cellule -&gt; nouveau bassin de rétention de 750 m3 + réseaux.</li> <li>- Cellule existante -&gt; bassin existant de rétention de 540 m3</li> </ul> <p>Les rétentions sont donc conformes.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
| <b>12- Détection automatique d'incendie</b>   |  |  |
|   | <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>   | Les cellules seront équipées d'un système de détection incendie.   |
| <b>13- Moyens de lutte contre l'incendie</b>  |  |  |
|   | <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;</li> </ul> | <p>Le site disposera de plusieurs réserves :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve de 360 m<sup>3</sup> (bassin ouvert),</li> <li>- 3 réserves de 120 m<sup>3</sup> (avec 1 poteau d'aspiration chacune),</li> </ul> <p>Domaine public :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 PI 60 m<sup>3</sup>/h chacun sur le domaine public,</li> </ul> <p>Le site est donc en mesure de répondre au besoin de 540 m<sup>3</sup> pour les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>Le plan réglementaire permet de visualiser l'emplacement des réserves incendies et des poteaux incendie.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
|   | <p>Ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé<br/>« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</p> <p>En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à <a href="#">l'article 1er</a>. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>« En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. »</p> <p>« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>»</p> | <p>Le « Plan réglementaire » permet de visualiser l'emplacement des Robinets Armés d'Incendie.</p> <p>Le calcul selon le guide D9 est disponible en pièce jointe.</p> <p>Il ressort que le débit requis à assurer est de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures (soit 540 m<sup>3</sup>).</p> <p>Les besoins en eau seront donc conformes.</p> <p>La société AERA, réalisera un exercice dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation.</p> |



| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|--|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |   |
| <b>14- Evacuation du personnel</b>  |  |   |
|   | <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> | <p>Le plan de masse réglementaire permet de visualiser les accès de l'entrepôt permettant l'intervention rapide des secours.</p> <p>Les dégagements permettront que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Le plan réglementaire reprend les sorties de secours ainsi que le cheminement le plus long et la distance à parcourir.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|---|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article   |  |
| 15- Installations électriques et équipements métalliques   |   |  |
|  | <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de <a href="#">la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé</a>.</p> <p>« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la <a href="#">section V de l'arrêté du 04/10/10</a> relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »</p> | <p>L'ensemble des prescriptions de l'article 15 seront respectés.</p> <p>L'Analyse du Risque Foudre et l'Etude Technique Foudre sont disponible en annexe.</p> <p>Le site est soumis à l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques. La société AERA se conformera aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 et à l'arrêté du 05/02/2020.</p> <p>La conformité aux 2 arrêtés est disponible en annexe.</p> |
| 16- Eclairage  |   |  |
|  | <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignées des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>  | <p>L'éclairage sera réalisé en respectant les prescriptions d'implantation de l'article 16.</p> <p>L'éclairage artificiel sera réalisé par des matériaux en polycarbonate M1 non gouttant.</p>   |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|--|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article  |  |
| 17- Ventilation et recharge de batteries   |  |  |
|  | <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> | <p>Le site comprendra 1 local de charge séparé de la cellule de stockages par un mur REI 120 et portes EI2 120C pour les nouvelles cellules.</p> <p>La cellule existante possède une zone de charge.</p> |
| 18- Chauffage  |  |  |
| 18.1   | <p><b>Chaufferie</b></p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li><li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li><li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li></ul>  | <p>Une chaufferie gaz boucle d'eau chaude sera mise en place pour les nouvelles cellules de stockage. La chaufferie sera implantée dans un local conforme au présent article 18.1.</p>                   |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|---|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |   |
| 18.2  | <p><b>Autres moyens de chauffage</b></p> <p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;</li> <li>- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;</li> <li>- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;</li> <li>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</li> <li>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</li> <li>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</li> <li>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</li> </ul> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> | <p>Le chauffage de l'entrepôt sera réalisé par une chaufferie boucle d'eau chaude. La chaudière (gaz) sera installée dans un local spécifique et conforme à la présente réglementation.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|---|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |  |
|   | <p>l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;</li> <li>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</li> <li>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</li> <li>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</li> <li>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</li> </ul> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> |  |
| <b>19- Nettoyage des locaux</b>   |   |  |
|   | <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>  | <p>La société AERA s'engage à respecter l'ensemble de l'article 19 en phase exploitation et donc à maintenir ses locaux propres et régulièrement nettoyés.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation                                      |
|--|---|---|
| N° articles  | Intitulé de l'article   |   |
| 20- Travaux de réparation et d'aménagement   |   |   |
|  | <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li><li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li><li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li><li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | La société AERA, s'engage à respecter l'ensemble de l'article 20 en phase exploitation. |
| 21- Consignes  |   |   |
|  | <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p><u>Ces consignes doivent notamment indiquer :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li><li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li></ul>  | Les consignes du site seront toutes les consignes citées au présent article.            |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |
|---|---|---|
| N° articles   | Intitulé de l'article   |   |
|   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>   |   |
| <b>22- Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</b>  |   |   |
|   | <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p> | <p>Une vérification périodique du matériel sera effectuée ainsi qu'une maintenance régulière. Un registre de maintenance sera réalisé sur site.</p> <p>Dans les périodes et les zones d'indisponibilité, les mesures nécessaires seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence en permanence du personnel formé aux tâches de sécurité dans les zones concernées,</li> <li>- renforcement ponctuel des moyens d'extinction (notamment extincteurs).</li> </ul> <p>Si possible arrêt de l'activité dans les zones concernées</p> <p>L'ensemble des prescriptions de l'article 22 seront respectées par la société AERA.</p> |
| <b>23- Plan de défense incendie</b>   |   |   |
|   | <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p><u>Le plan de défense incendie comprend :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des</li> </ul>   | <p>Le plan de défense incendie est disponible en annexe en version initiale. Il sera mis à jour au moment de l'exploitation du site.</p>  |



| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
|   | <p>interlocuteurs internes et externes) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>« - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> <li>« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de</li> </ul> |  |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|--|---|--|
| N° articles  | Intitulé de l'article   |  |
|  | <p>l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.<br/>Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de <a href="#">l'article R. 181-54 du code de l'environnement</a>, ce plan comporte également :</p> <p>« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »</p> |  |
| <b>24- Bruits</b>  |   |  |
| 24.1   | <p><b>Valeurs limites de bruit</b></p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</li> <li>- zones à émergence réglementée :</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul>   | <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié dans un premier temps, puis dans une périodicité plus longue qui sera proposée aux services de l'inspection des Installations Classées.</p> |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 er janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  |  |   | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation  |          |
|--|--|--|---|---|----------|
| N° articles  | Intitulé de l'article  |  |   |   |          |
|  | Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :   |  |   |   |          |
|  | <b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</b>   | <b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</b>  | <b>ÉMERGENCE ADMISSI PÉRIODE allant de 22 heures à 7 ainsi que les dimanche</b> |   |          |
|  |  | Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)  | 6 dB (A)  |   | 4 dB (A) |
|  |  | Supérieur à 45 dB (A)  | 5 dB (A)  |   | 3 dB (A) |
|  |  | De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. |   |   |          |
|  | Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 <a href="#">de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé</a> , de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.  |  |   |   |          |
| 24.2   | <b>Véhicules. - Engins de chantier</b><br><br>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.<br><br>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents. |  |   | La circulation sera réglementée à l'intérieur de l'établissement et limitée aux seuls véhicules autorisés (chariots élévateurs et véhicules lors des opérations de chargements et déchargement). Sur le site, le personnel utilisera des chariots élévateurs réservés exclusivement au déplacement et à la manipulation de charges (palettes ou colis). La nature et le poids des charges seront indiqués et compatibles avec les possibilités techniques des engins.<br>Chaque appareil de levage aura un cahier d'entretien et de maintenance. Les engins de manutention feront l'objet de vérifications techniques périodiques.<br>L'utilisation d'avertisseur sonore et autres appareils de communication par voie acoustique est réglementé et utilisés uniquement à titre exceptionnel. |          |

| Article des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (format applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021) suivant l'arrêté du 24/09/2020 |  | Situation du projet vis-à-vis de la réglementation   |
|---|--|--|
| N° articles   | Intitulé de l'article  |  |
| 24.3  | <p><b>Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie <a href="#">en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé</a>. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>  | <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié dans un premier temps, puis dans une périodicité plus longue qui sera proposée aux services de l'inspection des Installations Classées.</p> |
| <b>25- Surveillance et contrôle d'accès</b>   |  |  |
|   | <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. »</p>   | <p>En dehors des heures d'exploitation le site fera l'objet d'une télésurveillance avec report d'alarme conformément à l'article 25.</p>   |
| <b>26- Remise en état après exploitation</b>  |  |  |
|   | <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul> | <p>La Pièce jointe « Usage futur » contient le courrier envoyé au maire et le courrier envoyé au propriétaire. Les courriers présentent les conditions de remise en état du site conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p><b>Proposition de remise en état :</b><br/>Le site sera remis en état pour un usage industriel</p>                |
| <b>27- Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques »</b>  |  | <b>NON CONCERNE</b>  |
| <b>28- Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</b>   |  | <b>NON CONCERNE : pas de SLC ou LC</b>   |



**AERA**  
**PROJET BOUXWILLER (67)**

---

**Dossier de demande d'Enregistrement  
au titre des ICPE**

**Conformité 2661**

**Version 0 – 06/08/2023**

---

*Dossier réalisé avec le concours de :*



PONT Grégory

06 21 66 59 53

[gregory.pont@preventic-environnement.fr](mailto:gregory.pont@preventic-environnement.fr)

|  |   |
|--|---|
| <b>Arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>   |   |
| <b>Article 1er de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous <a href="#">la rubrique n° 2661</a> . Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de <a href="#">la rubrique n° 2661</a> .   | /   |
| <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par <a href="#">les articles L. 512-7-3</a> et <a href="#">L. 512-7-5 du code de l'environnement</a> ;</li> <li>- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.</li> </ul>   |   |
| <b>Article 2 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <b>Définitions</b>   | /   |
| <b>Chapitre I : Dispositions générales</b>   |   |
| <b>Article 3 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <p>I. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>II. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° <a href="#">4</a>, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>  | L'installation sera réalisée suivant les plans fournis au travers de la présente demande d'enregistrement |
| <b>Article 4 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <p>I. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- les mises à jour du dossier d'enregistrement datées avec mise en évidence des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- un registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents et leurs suites, comme prévu par <a href="#">l'article R. 512-69 du code de l'environnement</a>.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | Le dossier sera constitué à la mise en service de l'installation  |

|  |  |
|--|--|
| <p><b>II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :</b> _____</p> <p>1. Les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années.</p> <p>2. Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées.</p> <p>3. Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de localisation des risques (cf. <a href="#">art. 8</a>) ;</li> <li>- le plan général des stockages (cf. <a href="#">art. 8</a>) ;</li> <li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. <a href="#">art. 9</a>) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. <a href="#">art. 9</a>) ;</li> <li>- les justificatifs attestant des caractéristiques des dispositifs constructifs permettant de limiter les risques d'incendie ou d'explosion (cf. <a href="#">art. 11</a>) ;</li> <li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. <a href="#">art. 17</a>) ;</li> <li>- les justificatifs de conformité de l'installation de protection contre la foudre (cf. <a href="#">art. 18</a>) ;</li> <li>- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. <a href="#">art. 25</a>) ;</li> <li>- les consignes d'exploitation (cf. <a href="#">art. 26</a>) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. <a href="#">art. 29</a>) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. <a href="#">art. 31</a>) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des équipements de traitement des effluents si de tels équipements existent au sein de l'installation (cf. <a href="#">art. 42</a>) ;</li> <li>- le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. <a href="#">art. 50</a>) ;</li> <li>- le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an (cf. <a href="#">art. 51</a>) ;</li> <li>- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. <a href="#">art. 57</a>) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (cf. <a href="#">art. 58</a>) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission dans l'air de certains produits par l'installation et de justifier la périodicité et les moyens de surveillance des émissions (cf. <a href="#">art. 59</a>) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. <a href="#">art. 60</a>).</li> </ul> |  |
| <p><b>Article 5 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p> <p>I. L'installation est implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites du site. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins les deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- elle est séparée des limites du site par un mur REI 120 dont les portes sont EI2 60 C et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li> </ul> <p>La distance d'implantation d'un bâtiment de l'installation par rapport aux limites du site n'est pas inférieure à la hauteur de ce bâtiment.</p> <p>L'implantation de l'installation vis-à-vis des limites du site permet le respect des dispositions de <a href="#">l'article 13</a> relatives à l'accessibilité des engins de secours.</p> <p>II. L'installation n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.</p> <p><b>Article 6 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>   |  |

Le bâtiment de production est situé à plus de 15m des limites de propriété.

A noter l'absence de locaux occupés ou habités par des tiers.



|   |  |
|---|--|
| <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>  | <p>Les dispositions prévues dans cet article seront respectées. Toutes les mesures seront prises pour limiter les envols de poussières (si besoin : lavage des roues, nettoyage des voiries).</p> <p>Les installations seront maintenues propres par l'exploitant. Des espaces verts seront aménagés sur les zones non imperméabilisées.</p> <p>L'entretien de ces espaces vert est réalisé par l'intermédiaire d'une société spécialisée.</p> |
| <b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>   |  |
| <b>Section 1 : Généralités</b>  |  |
| <b>Article 8 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article <a href="#">L. 511-1 du code de l'environnement</a>.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.</p> <p>Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces différentes zones.</p> <p>Les locaux abritant le procédé visé par <a href="#">la rubrique 2661</a> ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté.</p> | <p>Un plan de sécurité est en place et sera mis à jour avec l'extension.</p>   |
| <b>Article 9 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>   | <p>Les fiches de données de sécurité sont conservées sur le site et consultables à tout moment par le personnel ou l'inspection des installations classées.</p>  |
| <b>Article 10 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |

|   |   |
|---|---|
| <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Les installations sont débarrassées de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants.</p>  | <p>Les installations seront maintenues propre par l'exploitant.</p> <p>Vérification contrôles périodiques (tableau de suivi + rapport de contrôle)</p>  |
| <b>Section 2 : Dispositions constructives</b>   |   |
| <b>Article 11 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <p>De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>I. Les locaux à risque incendie visés à l'article 8 respectent les dispositions du présent point.</p> <p>Les locaux respectent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble de la structure est a minima R 15. Pour les locaux à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. Pour les locaux comportant des mezzanines ou deux niveaux ou plus, les planchers sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ;</li> <li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 ;</li> <li>- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120 ;</li> <li>- toute communication avec un autre local se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</li> </ul> <p>Le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl).</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, tuyauteries et convoyeurs, portes) sont munies de dispositifs assurant un degré de tenue au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Si un degré de tenue au feu est exigé pour la paroi, les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de cet élément séparatif.</p> <p>La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support de couverture + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg, et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recouvertes au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.</li> </ul> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Les accès des locaux permettent l'intervention rapide des secours. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> | <p>Le bâtiment relevant de la rubrique 2661 sera après projet composé de 1 hall.</p> <p>Surface : 3 656 m²</p> <p>Structure : poteaux REI120, poutres REI 60 et pannes REI30</p> <p>Les locaux seront séparés par un mur coupe-feu 2 heures avec les bureaux et zones de stockage 1510</p> <p>Les points du présent article seront respectés.</p> |
| <p>II. La plus grande largeur d'un bâtiment abritant un local à risque incendie est limitée à 75 mètres, sauf si ce bâtiment est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté.</p>  | <p><b>Conforme</b></p>  |

|  |   |
|--|---|
| <p>III. S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions du point I.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie, sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur l'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul> <p>Aucune tuyauterie aérienne de gaz inflammable n'est présente à l'intérieur des locaux à risque incendie, sauf si elle est requise pour l'alimentation d'un équipement nécessaire au procédé de production. Dans ce cas, la tuyauterie est protégée contre les chocs et comporte des dispositifs de sécurité permettant de couper son alimentation en toute sécurité en cas de nécessité.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors d'un local de recharge spécifique conforme aux dispositions du I en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée par local conforme aux dispositions du I, sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible ou dangereuse et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> | <p>La production est chauffée via des ROOF TOP et gaine textile (Pompe à chaleur AIR/AIR)</p>   |
| <p>IV. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>  | <p>Les justificatifs seront conservés et consultables sur le site.</p>  |
| <p><b>Article 12 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>   |   |
| <p>Les locaux à risque incendie identifiés à <a href="#">l'article 8</a> respectent les dispositions du présent article.</p> <p>I. Cantonnement.</p> <p>Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement.</p> <p>La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p>  | <p>Les éléments relatifs au cantonnement, au désenfumage sont disponibles sur le plan en annexe (Plan cantonnements)</p> <p>Plus grand canton (canton 8) : 1005 m<sup>2</sup> *2% = 20,1 m<sup>2</sup><br/> 6 exutoires de surface utile 4,32 m<sup>2</sup> unitaire = 25,92 m<sup>2</sup></p> <p>La surface utile est bien supérieure à 2% de la surface de chaque canton.</p> |

|   |   |
|---|---|
| <p><b>II. Désenfumage.</b></p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- classe de fiabilité RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>- classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> | <p><b>Désenfumage :</b></p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présenteront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture)</li> <li>-fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité)</li> <li>-classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 voir SL 500 ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>-classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul> |
| <p><b>III. Amenées d'air frais.</b></p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>  | <p>L'amenée d'air frais sera réalisée par l'ouverture des portes et ouvrants (fenêtres).</p> <p>La production dispose de 3 doubles portes de 1.8 m x 2 m pour un total de 10.8 m<sup>2</sup>. Les ouvrants en façade type fenêtre seront réalisées afin d'apporter un minima de 15,12 m<sup>2</sup>.</p>  |

**Article 13 de l'arrêté du 27 décembre 2013**

|   |   |
|---|---|
| <p><b>I. Accessibilité.</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li><li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</li></ul> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>  | <p>Les consignes et plans demandés seront établis et disponibles sur le site.</p> <p>L'accès au site est localisé sur le plan masse.</p>  |
| <p><b>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation ou par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies « échelle » définies au IV et la voie « engins ».</li></ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> | <p>Une voie engin sera mise en place pour permettre la circulation des services de secours sur le site. Elle permettra de desservir l'ensemble du site (zone de stockage et de production). Cette voie est visible sur le plan masse.</p> |
| <p><b>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</b></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins » et ayant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;</li><li>- une longueur minimale de 15 mètres.</li></ul>   |   |

|  |   |
|--|---|
| <p><b>IV. Mise en station des échelles.</b></p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelle » est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> | <p>Le site comportera 3 aires de mise en station échelle</p>  |
| <p><b>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</b></p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p>  | <p>L'accès au bâtiment sera effectué par les portes d'accès des engins de manutention d'une largeur supérieur à 1,80m et accessibles depuis la voie engin</p> |

|   |   |
|---|---|
| <b>Article 14 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils sont implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et qu'ils soient distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par rapport aux voies praticables par les engins de secours). Ces appareils sont soit des bouches ou poteaux d'incendie alimentés par un réseau indépendant du réseau d'eau industrielle capables de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, soit des réserves en eau de capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes accessibles en permanence pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours. Les caractéristiques des ressources en eaux d'extinction et de refroidissement nécessaires (notamment emplacement, débit, quantité) sont conformes au document technique D 9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001) ;</li> <li>- d'un dispositif d'extinction automatique, lorsque celui-ci est prévu en application <a href="#">du I de l'article 5</a> ou <a href="#">du I ou du II de l'article 11 du présent arrêté</a> ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armé (RIA). Ils sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ;</li> <li>- de plan(s) des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des RIA ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).</p> <p>Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p> | <p>Le site sera équipé des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone),</li> <li>- D'un bassin de défense incendie d'un volume de 360 m<sup>3</sup>,</li> <li>- 3 réserves 120 m<sup>3</sup> avec 1 poteau d'aspiration chacune,</li> <li>- D'extincteurs répartis sur le site,</li> <li>- De robinets d'incendie armé (RIA),</li> <li>- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Domaine public :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 poteaux incendie 60 m<sup>3</sup>/h unitaire</li> </ul> |
| <b>Article 15 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |
| <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux sont clairement identifiées.</p> <p><b>Section 3 : Dispositif de prévention des accidents</b></p>   | <p>Non concerné (absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux).</p>  |
| <b>Article 16 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |   |

|   |  |
|---|--|
| <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à <a href="#">l'article 8</a> et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions <a href="#">du décret n° 96-1010</a> susvisé. L'exploitant tient à jour leur inventaire et dispose de ces justificatifs de conformité.</p> <p>Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p>   | Absence d'installation pouvant être à l'origine d'une explosion  |
| <b>Article 17 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <p>I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>II. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des technologies pouvant en cas de dysfonctionnement projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie (comme des gouttes chaudes en cas d'éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l'exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l'appareil en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque atelier.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent, dont la source se situera en dehors des aires de transformation. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.</p> | <p>Les éléments demandés seront disponibles sur le site.</p> <p>L'éclairage électrique est mis en place et respecte les conditions du présent article.</p> |
| <b>Article 18 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section 3 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.   | Etude foudre en annexe   |
| <b>Article 19 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>  | Les amenés d'air frais sont assurés par les portes sectionnelles   |
| <b>Article 20 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |



|  |   |
|--|---|
| <p>L'installation est dotée d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement, approprié aux risques et conforme aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction.</p>   | <p>Voir plan de la détection incendie (Plan – implantation DI). Le plan sera amené à être modifié au besoin selon les règles de l'art et contraintes d'installations.</p> |
| <b>Article 21 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables en vue de contenir dans l'enceinte du site leurs zones d'effets irréversibles sur l'homme au sens de <a href="#">l'arrêté du 29 septembre 2005</a> susvisé.</p> <p>Ces événements ou parois soufflables sont disposés de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.</p>   | <p>Non concerné</p>   |
| <b>Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>  |   |
| <b>Article 22 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle peut contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> | <p>Le site n'a pas de produits dangereux stocké, hormis pour l'entretien des machines : les produits sont sur rétention.</p>  |
| <p>III. Lorsque les stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>   | <p>Non concerné</p>   |

|   |  |
|---|--|
| <p><b>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</b></p>  | <p>Etanchéité du sol – absence de regards ou d'égouts à l'intérieur du bâtiment. Présence d'absorbants au niveau des quais – kit d'absorption à l'intérieur.</p>   |
| <p><b>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</b></p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> | <p>Les eaux transiteront par un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.</p>  |
| <p><b>Section 5 : Dispositions d'exploitation</b></p>   |  |
| <p><b>Article 23 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |
| <p>Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance des dangers et inconvénients induits par l'exploitation de l'installation et par les produits stockés, et connaît les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clé, etc.) et une surveillance, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place. Cette surveillance est permanente, afin notamment de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>  | <p>Les personnes étrangères ne peuvent pas rentrer dans le bâtiment. Présence de portique de sécurité et barrière pour les camions. Hors des heures de journée, les portails sont fermés.</p> <p>Site sous vidéosurveillance + contrat avec une entreprise de Télésurveillance</p> |
| <p><b>Article 24 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |

|   |  |
|---|--|
| <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou par les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | <p>Rédaction d'un plan de prévention et permis feu le cas échéant → Autorisation de démarrage et fin de travaux signé par les deux parties</p> |
| <p><b>Article 25 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p> <p>I. Règles générales.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production.</p> <p>Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les procédés de production (voir <a href="#">art. 26-1</a>) sont régulièrement contrôlés, conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>   | <p>La vérification périodiques et opérations de maintenance seront effectués en enregistrées au sein d'un registre dédié.</p>                  |
| <p><b>Article 26 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |

|   |  |
|---|--|
| <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes.</p> <p><b>I. Consignes générales de sécurité.</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à <a href="#">l'article 24</a> pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à <a href="#">l'article 22</a> ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> | <p>Le personnel est formé aux consignes de sécurité et d'exploitation.</p> <p>Les informations indiquées seront reprises dans les consignes et seront communiquées au personnel et affichées sur les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Un plan d'intervention est existant pour les accidents environnementaux, les incendie et les accidents corporels.</p> |
| <p><b>II. Consignes d'exploitation.</b></p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- le programme de maintenance ;</li> <li>- les dates de nettoyage, les volumes et surfaces à nettoyer, le personnel qui en a la charge, le matériel à utiliser, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté ;</li> <li>- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation durant une journée, conformément aux dispositions prévues au I de <a href="#">l'article 26-1</a>.</li> </ul>   | <p>Les consignes indiquées seront établies et communiquées au personnel.</p>   |
| <p><b>III. Protection individuelle.</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>  | <p>Les protections individuelles adaptées sont distribuées au personnel (chaussures, etc.). Ces équipements sont entretenus en bon état, vérifiés périodiquement.</p>  |
| <p><b>Article 26-1 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |

|  |  |
|--|--|
| <p><b>I. Généralités concernant les dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation.</b></p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la production journalière autorisée.</p> <p>Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p>  | <p>Seuls les stockages tampons liés au en-cours de productions sont présent dans les ateliers de productions.</p>  |
| <p><b>II. Procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression.</b></p> <p>L'exploitant définit clairement les conditions de température et de pression permettant le pilotage en sécurité des installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (<a href="#">rubrique 2661.1</a>).</p> <p>Ces installations disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p> <p>Les systèmes de chauffage utilisant des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'arrêter automatiquement le chauffage en cas de détection.</p> <p>Les résistances éventuelles sont protégées mécaniquement afin de ne pas rentrer directement en contact avec les produits susceptibles de s'enflammer.</p> | <p>Les procédés exigeant des conditions particulières sont les suivants :</p> <p>2 lignes de perforation à chaud du film<br/>(Température du module de perforation = 300 à 350°C)</p>                              |
| <p><b>III. Parties de l'installation susceptibles de dégager des émanations toxiques.</b></p> <p>Pour les parties de l'installation susceptibles de dégager des émanations toxiques, l'exploitant définit les dispositions techniques (arrosage, confinement, inertage, etc.) permettant de contenir dans l'installation les zones d'effets irréversibles sur l'homme au sens de <a href="#">l'arrêté du 29 septembre 2005</a> susvisé.</p>  | <p>Non concerné</p>  |
| <p><b>IV. Stockages associés à la production.</b></p> <p>Excepté dans le cas où les conditions de sécurité du procédé de transformation le prévoient ou si ces stockages relèvent du V, les stockages associés à la production sont aménagés sous forme d'îlots séparés des équipements et autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p>  | <p>Pas de stockage tampon, hormis celui sortant des cellules pour transiter vers la production. Il ne s'agit pas de stockage a proprement parlé mais de zone de préparation. Le présent article sera respecté.</p> |

|   |   |
|---|---|
| <p><b>V. Cas des stockages associés à la production avec des produits susceptibles de dégager des poussières inflammables.</b>——</p> <p>Les stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables ne sont pas autorisés à l'intérieur des ateliers de production.</p> <p>Ils sont réalisés dans des capacités unitaires dont le volume est limité aux nécessités d'exploitation. Ils sont équipés d'évents ou parois soufflables conformes à <a href="#">l'article 21</a>.</p> <p>Chaque capacité unitaire est éloignée des autres installations d'une distance permettant d'éviter tout risque d'effets dominos, cette distance ne pouvant pas être inférieure à la hauteur de cette capacité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs à cette activité de stockage, ces stockages et leurs équipements associés permettant la manipulation de ces produits sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>Les galeries et tunnels de transporteurs sont conçus de manière à faciliter les travaux d'entretien ou de nettoyage des éléments des transporteurs et à éviter les accumulations et l'envol de poussières.</p> | <p>Non concerné : absence de poussières inflammables.</p> |
| <p><b>Chapitre III : Emissions dans l'eau</b></p>   |   |
| <p><b>Section 1 : Principes généraux</b></p>  |   |
| <p><b>Article 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |
| <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de <a href="#">l'article L. 212-1 du code de l'environnement</a>.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par <a href="#">l'arrêté du 20 avril 2005</a> susvisé complété par <a href="#">l'arrêté du 25 janvier 2010</a> susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur au flux maximal déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement, sans dépasser 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>   | <p>Pas de consommation d'eau de process</p>               |

|   |  |
|---|--|
| <b>Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau</b>   |  |
| <b>Article 28 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de <a href="#">l'article L. 211-2 du code de l'environnement</a>.</p> <p>De manière générale, le prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est inférieur au prélèvement maximal journalier déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans dépasser :<br/>100 m³/jour ; et 1 m³/tonne de production en moyenne annuelle.</p> <p>Pour des procédés identifiés comme nécessitant des consommations d'eau supérieures, tels que la vulcanisation, le prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est inférieur au prélèvement maximal journalier déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans dépasser 50 mètres cubes par heure.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 mètres cubes par an.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> | <p>Le site ne se trouve pas en zone de répartition des eaux.</p> <p>Pas de consommation d'eau de process</p>   |
| <b>Article 29 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application <a href="#">des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement</a>.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à <a href="#">l'article L. 214-3 du code de l'environnement</a>. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de <a href="#">l'article L. 214-18</a>.</p>   | <p>Le site est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un système de disconnexion évitant ainsi tout retour dans el réseau de distribution.</p> |
| <b>Article 30 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |

|  |   |
|--|---|
| <p>Toute réalisation de forage est conforme aux dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>  | Non concerné : absence de forage  |
| <b>Section 3 : Collecte et rejet des effluents</b>   |   |
| <b>Article 31 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p> | Voir plan masse   |
| <b>Article 32 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>  | Voir plan masse   |
| <b>Article 33 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>  | Le point de prélèvement sera positionné en sortie de séparateur d'hydrocarbure qui sera positionnée en aval du bassin de tamponnement des eaux pluviales. |
| <b>Article 34 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |



|   |  |
|---|--|
| <b>I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</b>   | Voir plan masse.   |
| <b>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</b><br><br>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. | Existants : les eaux pluviales (EP) transitent par un bassin avant traitement par un déboureur/séparateur à hydrocarbures puis envoi dans le réseau communal.<br><br>Projet : les EP du site transiteront par un bassin puis vers une zone d'infiltration sur site qui sera réalisé avec des plantes de phytoremédiation |
| <b>III. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 version novembre 2007, ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.</b>   |  |
| <b>IV. Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</b>  |  |
| <b>V. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</b><br><br>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées à <a href="#">l'article 41</a> , sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de <a href="#">l'article L. 212-1 du code de l'environnement</a> .   | Non concerné   |
| <b>Article 35 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.  | Tous les rejets sont canalisés.  |
| <b>Section 4 : Valeurs limites d'émission</b>   |  |
| <b>Article 36 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| Tous les effluents aqueux sont canalisés.   |  |
| La dilution des effluents est interdite.  |  |
| La quantité d'eau rejetée est mesurée hebdomadairement ou, à défaut, évaluée hebdomadairement à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.  | Tous les effluents aqueux sont canalisés : voir plan masse.  |
| <b>Article 37 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |

|   |   |
|---|---|
| <p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas un dixième du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchylicoles ;</li> <li>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles ;</li> <li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p> | <p>Non concerné</p>   |
| <p><b>Article 38 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |
| <p>I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé, sans préjudice des dispositions de <a href="#">l'article 27</a>.</p> <p>Pour chacun des polluants rejeté par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier le flux maximal journalier.</p> <p>II. L'exploitant tient à jour la liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, en précisant celles soumises à la surveillance prévue par <a href="#">l'article 60</a>.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission par l'installation des substances visées par le présent article.</p>  | <p>L'installation ne sera pas à l'origine de rejet d'eau usée industrielle.</p> |
| <p><b>Article 39 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |

|   |  |
|---|--|
| <p><b>I. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective— d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</b></p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST : 600 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 800 mg/l ;</li> <li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</li> <li>- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</li> </ul> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisation et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p><b>II. Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées.</b></p> | <p>Pas d'effluent industriel</p>       |
| <p><b>Article 40 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |
| <p>Les opérations de prélèvements et d'analyses sont réalisées conformément aux prescriptions techniques définies par <a href="#">l'arrêté du 27 octobre 2011</a> susvisé.</p> <p>Les valeurs limites <a href="#">des articles 38</a> et <a href="#">39</a> s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p> <p>Pour les substances dangereuses présentes dans les rejets de l'installation et identifiées dans <a href="#">l'article 38</a> par une étoile, l'exploitant présente les mesures prises, accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).</p>  | <p>Prescriptions prises en compte.</p> |
| <p><b>Article 41 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |

|   |   |         |                                |          |                      |         |   |
|---|---|---------|--------------------------------|----------|----------------------|---------|---|
| <p>Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de <a href="#">l'article L. 212-1 du code de l'environnement</a> :</p> <table border="1" data-bbox="114 256 566 448"> <tr> <td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr> </table>   | Matières en suspension totales  | 35 mg/l | DCO (sur effluent non décanté) | 125 mg/l | Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | <p>Les rejets d'eaux pluviales respecteront les VLE imposées.</p> |
| Matières en suspension totales  | 35 mg/l   |         |                                |          |                      |         |   |
| DCO (sur effluent non décanté)  | 125 mg/l  |         |                                |          |                      |         |   |
| Hydrocarbures totaux  | 10 mg/l   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Section 5 : Traitement des effluents</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Article 42 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>  | <p>Le site n'a pas de rejets d'eaux usées industrielles</p>   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Article 43 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p>L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.</p>  | <p>Non concerné</p>   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Article 44 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, dans la mesure du possible. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les effluents ainsi collectés sont rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, dans des conditions permettant une bonne diffusion des rejets. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation (humidification du stockage, pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec, etc.), sont mises en œuvre.</p> | <p>Les procédés relevant de la rubrique 2661 ne rejettent pas de poussières, gaz polluants ou odeurs.</p> <p>Le stockage des produits finis sera effectué dans des bâtiments clos et ne seront à pas à l'origine de rejets atmosphériques diffus de par la nature des produits.</p> |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Section 2 : Rejets à l'atmosphère</b></p>   |   |         |                                |          |                      |         |   |
| <p><b>Article 45 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |   |         |                                |          |                      |         |   |

|  |  |
|--|--|
| <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> | Aucun point de rejet ne sera présent sur le site pour les procédés mis en œuvre. |
| <b>Article 46 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <b>(Arrêté du 17 décembre 2020, article 5)</b>   |  |
| <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel » et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>  | Non concerné   |
| <b>Article 47 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré), exprimée en mètres, est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p>Cette hauteur, qui ne peut pas être inférieure à 10 mètres, fait l'objet d'une justification dans le dossier, conformément aux dispositions de l'annexe II.</p>   | Non concerné   |
| <b>Section 3 : Valeurs limites d'émission</b>  |  |
| <b>Article 48 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <b>(Arrêté du 17 décembre 2020, article 4)</b>   |  |
| <p>L'exploitant démontre que les valeurs limites d'émission fixées ci-après sont compatibles avec l'état du milieu.</p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».</p>  | Non concerné   |
| <b>Article 49 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Lorsque l'installation utilise un procédé de combustion, le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 3 % pour les combustibles gazeux et liquides, 6 % pour les combustibles liquides. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.</p>   | Non concerné   |
| <b>Article 50 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |
| <p>I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p>   | Non concerné   |
| <p>II. En cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Un dispositif de récupération secondaire d'énergie est installé, sauf si l'exploitant démontre que ce dispositif n'est pas nécessaire.</p>  | Non concerné   |
| <p>III. Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquelles sont apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu <a href="#">du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil</a></p>  | Non concerné   |

|  |              |
|--|--------------|
| <p><a href="#">du 16 décembre 2008</a> relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p>   |              |
| <p><b>IV.</b> Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>De manière générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite ;</li> <li>- dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.</li> </ul> <p>Pour le cas particulier des émissions de composés organiques volatils (COV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</li> <li>- dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</li> </ul>   | Non concerné |
| <p><b>V.</b> Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du point a du 7° du tableau du I ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>Le schéma de maîtrise des émissions de COV est établi soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances mentionnées au point d du 7° du tableau du I peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les substances visées au point d du 7° du tableau du I, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au d du 7° du tableau du I.</p> | Non concerné |
| <p><b>VI.</b> Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe III.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, en précisant celles soumises à la surveillance prévue par <a href="#">l'article 59</a>.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission par l'installation, pour les autres substances figurant en annexe III.</p>  | Non concerné |

|  |  |   |  |
|--|--|---|--|
| <b>Article 51 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |   |  |
| Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.   |  |   | Pas de solvant utilisés  |
| Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.   |  |   |  |
| <b>Article 52 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |   |  |
| Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.  |  |   | Le site n'est à pas l'origine d'émission de gaz odorant.                       |
| Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).  |  |   |  |
| <b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>  |  |   |  |
| <b>Article 53 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |   |  |
| Les rejets directs ou indirects dans les sols sont interdits.  |  |   | Non concerné   |
| <b>Chapitre VI : Bruit et vibration</b>  |  |   |  |
| <b>Article 54 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |  |   |  |
| I. Valeurs limites de bruit.   |  |   |  |
| Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :   |  |   | Les installations de production se trouve à l'intérieur à d'un bâtiment fermé. |
| <b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT<br/>existant dans les zones à émergence réglementée<br/>(incluant le bruit de l'installation)</b>   | <b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE<br/>pour la période allant de 7 h à 22 h,<br/>sauf dimanches et jours fériés</b> | <b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE<br/>pour la période allant de 22 h à 7 h,<br/>ainsi que les dimanches et jours fériés</b> | Des mesures seront réalisées   |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)   | 6 dB(A)  | 4 dB(A)   |  |
| Supérieur à 45 dB(A)   | 5 dB(A)  | 3 dB(A)   |  |
| De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.   |  |   |  |
| Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens <a href="#">du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997</a> susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. |  |   |  |
| II. Véhicules, engins de chantier.   |  |   | L'exploitation sera conforme à ses exigences                                   |
| Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.  |  |   |  |
| L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.  |  |   |  |

|   |  |
|---|--|
| <p><b>III. Vibrations.</b></p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à <a href="#">l'annexe I</a>. Une mesure est effectuée par une personne ou un organisme qualifié à tout moment sur demande de l'inspection.</p>  | <p>L'exploitation sera conforme à ses exigences</p>  |
| <p><b>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié à tout moment sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie <a href="#">en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997</a> susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>  | <p>Des mesures seront réalisées</p>  |
| <p><b>Chapitre VII : Déchets et sous-produits</b></p>   |  |
| <p><b>Article 55 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |
| <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et sous-produits de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser les déchets ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d'accident.</li> </ul>  | <p>Tri des déchets (cartons, papier, déchets plastique, métaux)</p> <p>Suivi de l'ensemble des déchets sortants jusqu'à l'élimination</p>  |
| <p><b>Article 56 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b></p>  |  |
| <p><b>I.</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p><b>II.</b> Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage des déchets ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p><b>III.</b> La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite pour les déchets et la capacité produite en six mois pour les sous-produits ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an.</p> <p>L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.</p> | <p>La société AERA, prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne gestion de ces déchets.</p> <p>L'activité de l'établissement est à l'origine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de déchets induits par la logistique ;</li> <li>- de déchets liés à l'activité humaine.</li> </ul> <p>La société AERA a mis en place une zone dédiée au tri des déchets sur son site.</p> <p>La société AERA, a mis à disposition une poubelle pour les cartons et papiers et une poubelle pour les films plastiques.</p> <p>Les déchets d'emballages valorisables collectés sur site sont réacheminés et traités par un récupérateur agréé.</p> <p>Le site, ne génère, par ailleurs, pas de déchets industriels spéciaux.</p> <p>Le tri 5 flux sera mis en place sur le site.</p> |



|  |   |
|--|---|
| <b>Article 57 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place le registre prévu par <a href="#">l'arrêté du 29 février 2012</a> susvisé et les bordereaux de suivi de déchets dangereux générés par ses activités comme prévu par <a href="#">l'arrêté du 29 février 2012</a>. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>   | <p>Un bordereau de suivi est émis pour chaque déchet dangereux évacué. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de ces déchets.</p> |
| <b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>  |   |
| <b>Section 1 : Généralités</b>   |   |
| <b>Article 58 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>  |   |
| <p><b>(Arrêté du 17 décembre 2020, article 4)</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées <a href="#">aux articles 59 à 64</a>. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> | <p>/</p>  |

| Section 2 : Emissions dans l'air   |              |
|--|--------------|
| Article 59 de l'arrêté du 27 décembre 2013   |              |
| <p>Seuls les polluants susceptibles d'être émis par l'installation comme précisé <a href="#">au VI de l'article 50</a> sont soumis à la surveillance prévue par <a href="#">le présent article</a>.</p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 49 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>Les autres polluants rejetés par l'installation non précisés dans le précédent tableau font également l'objet d'une surveillance dès lors que les flux journaliers correspondants dépassent les valeurs indiquées en annexe III. Sauf justification particulière fournie par l'exploitant, cette surveillance est permanente.</p> <p>Pour les COV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) conformément aux dispositions <a href="#">du V de l'article 50</a>, la surveillance en permanence peut être remplacée par un bilan matière conforme à <a href="#">l'article 51</a> (plan de gestion des solvants) ;</li> <li>- dans le cas général, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions.</li> </ul> <p>La mise en place d'une corrélation en application de l'alinéa précédent et du c du point 7° du tableau précédent est confirmée périodiquement par une mesure des émissions. Cette périodicité est journalière lors de la phase de mise en place de la corrélation. Une fois cette corrélation correctement définie et justifiée, cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions dont la fréquence est justifiée par l'exploitant.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | Non concerné |

|   |  |
|---|--|
| <b>Section 3 : Emissions dans l'eau</b>   |  |
| <b>Article 60 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <p>Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation comme précisé au II de l'article 38, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <p>La mesure quotidienne du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction organohalogénée non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | Pas de rejet d'eaux de process   |
| <b>Section 4 : Impacts sur l'air</b>  |  |
| <b>Article 61 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |  |
| <b>(Arrêté du 17 décembre 2020, article 5)</b>  |  |
| <p>Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de :</p> <p>200 kg/h d'oxydes de soufre ;</p> <p>200 kg/h d'oxydes d'azote ;</p> <p>150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe I ;</p> <p>50 kg/h de poussières ;</p> <p>50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;</p> <p>50 kg/h d'acide chlorhydrique ;</p> <p>25 kg/h de fluor et composés fluorés ;</p> <p>10 g/h de cadmium, mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;</p> <p>50 g/h d'arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;</p> <p>100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb) ; ou</p> <p>500 g/h d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd cette valeur est portée à 2 000 g/h), assurent une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières).</p> <p>Les mesures sont réalisées selon les méthodes de référence précisées « un avis publié au Journal officiel ».</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande.</p> <p>Les émissions diffuses sont prises en compte.</p>   | <p>Non concerné</p> <p>Absence de rejets pour les procédés de fabrication.</p> |

|   |              |
|---|--------------|
| Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.  |              |
| Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche.   |              |
| <b>Section 5 : Impacts sur les eaux de surface</b>  |              |
| <b>Article 62 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |              |
| <p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <p>5 t/j de DCO ;</p> <p>20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;</p> <p>10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;</p> <p>0,1 kg/j d'arsenic, cadmium, mercure et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),</p> <p>l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, à une fréquence au moins mensuelle.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p> | Non concerné |
| <b>Section 6 : Impacts sur les eaux souterraines</b>  |              |
| La présente section ne comprend pas de dispositions.  | /            |
| <b>Section 7 : Déclaration annuelle des émissions polluantes</b>  |              |
| <b>Article 63 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |              |
| Les substances visées <a href="#">aux articles 61</a> et <a href="#">62 du présent arrêté</a> font l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par <a href="#">l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008</a> susvisé.  | /            |
| <b>Chapitre IX : Exécution</b>  |              |
| <b>Article 64 de l'arrêté du 27 décembre 2013</b>   |              |
| La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.   | /            |